



Et maintenant, un vrai budget pour l'Europe !

En juin dernier, les citoyens européens ont élu les députés qui les représenteront au Parlement européen. Une nouvelle Commission va se mettre en place, et cette nouvelle législature peut être une occasion sans précédent de relancer les solidarités et les ambitions européennes.

Sans précédent, parce que ces élections confirment l'enracinement graduel de l'Europe de la politique, et avec elle d'un nouvel étage de la démocratie.

L'Europe de la politique et du débat citoyen enserme désormais l'Europe politique, l'Europe plus ou moins bien connue des traités et des institutions, l'Europe qui a fait la paix, la monnaie unique, qui a permis la réunification du continent et le rattrapage des régions les plus pauvres ; autant de choses qu'aucun autre accord de libre échange n'a créées ailleurs dans le monde.

Pourtant, l'Europe patine alors que la peur du lendemain se dresse comme un horizon commun. On la regarde désormais comme un agent de précarisation des conditions de vie et de travail, aujourd'hui du fait de la crise économique et financière, hier comme cheval de Troie du libéralisme. Face à cela, les initiatives européennes, bien trop timides, ne relèvent plus guère que de la basse négociation intergouvernementale ou de la confection techniciste. Il manque une vision, une politique d'ensemble et d'avenir.

Dans la tourmente actuelle, on peine à comprendre qu'une relance économique propre à l'Union européenne ne soit pas même esquissée. Comment l'Union peut-elle se contenter d'une vague concertation des plans nationaux de redémarrage de l'activité ? Faute de leader sans doute, de volonté politique certainement. Mais faute aussi de budget.

Aujourd'hui, le budget de l'Union européenne correspond à environ 1% de la richesse produite en Europe. Pour mener une politique réelle, il serait nécessaire de multiplier ces montants par 6 ou 7, de la même manière que le fit Roosevelt pour le budget fédéral américain. Car comment prétendre lutter contre les inégalités sociales, le réchauffement climatique, le chômage, avec le semblant de budget actuel ? Inutile ensuite de s'étonner des limites de l'action communautaire...

Débattons donc, partout en Europe, des manières d'obtenir l'accroissement nécessaire du budget communautaire. C'est cela consolider l'Europe de la politique qui s'échafaude ! Inventons des mécanismes inédits ! Certains défendent, en s'appuyant sur l'exemple historique des démocraties européennes, la cause d'un impôt européen direct pesant sur les ménages. D'autres une réforme de l'impôt sur les sociétés, dont une part viendrait alimenter le budget communautaire. D'autres encore une taxe européenne sur les marchés financiers. Une taxe écologique ? Pourquoi pas ? Ce sera au passage l'occasion de réfléchir sur les outils d'un véritable développement durable en Europe, qui assurent la cohésion de l'Union en prévenant les tentations du dumping fiscal.

Et nous verrons sans nul doute, à l'occasion de cette dispute démocratique, s'opposer deux visions de l'Europe. Celle d'une Europe du marchandage entre Etats, limitée à une zone de libre-échange, et celle d'une Europe des citoyens, capable de mettre en place des régulations politiques, économiques et sociales. Cette Europe des solidarités et des protections que nous souhaitons, nous sommes assez réalistes pour bien savoir que sans augmentation de ses ressources propres, ses projets resteront au stade d'un prêchi-prêcha de société militante.

Apportez votre soutien à cette tribune en la signant sur
www.sauvonsleurope.org